





## ÉDITO

La Faculté de Droit de l'UCLy accueille chaque année des personnes qui ont l'ambition d'intégrer une communauté universitaire dynamique et ouverte, où étudiants, enseignants, chercheurs et personnels administratifs, œuvrent ensemble à la réussite et à l'accomplissement de soi. La rentrée universitaire sera marquée par l'ouverture d'un nouveau campus. L'UCLy et l'Etablissement Saint-Michel d'Annecy s'associent pour installer le nouveau campus UCLy Alpes Europe sur le territoire Haut-Savoyard. La Faculté de Droit y accueillera la première promotion d'étudiants dès la rentrée 2020-2021. Basé à Annecy, le campus Alpes Europe jouira d'une excellente situation géographique du fait de sa proximité des frontières suisse et italienne, au cœur de l'Arc Alpin. A Lyon comme à Annecy, toutes nos formations ont et auront vocation à former des juristes de qualité [avocats, notaires, magistrats, juristes d'entreprise...], mais aussi critiques, qui seront les acteurs du développement de notre société. Nous souhaitons y parvenir en développant les compétences théoriques, techniques et méthodologiques de nos étudiants, mais également en les orientant vers la formation humaine, l'ouverture internationale et la compréhension des évolutions, particulièrement des évolutions technologiques. Je vous invite donc à découvrir la richesse de notre offre de formation et de nos activités. Mes collègues et moi vous attendons sur notre campus Saint-Paul à Lyon et Alpes Europe à Annecy, pour continuer ensemble de faire vivre le Droit.

Michel CANNARSA  
Directeur de la Faculté de Droit



## RETOUR SUR

- La nomination du nouveau recteur de l'UCLy p.1
  - La conférence du prix Nobel de la Paix 2018 p.1
  - L'échange avec M. Hubert VÉDRINE p.2
  - Le grand rendez-vous de l'éloquence p.2
  - La participation à la Green Week 2019 p.2
- 



## ACTUALITÉS

- Le juriste de demain p.3
  - Législation autour des véhicules autonomes p.4
  - Le droit du développement durable en question p.5
  - L'évolution des régimes matrimoniaux en Europe p.6
- 

## FORMATIONS

- Licence de Droit p.9-10
  - Double diplôme Licence de Droit - Bachelor of Civil Law p.11-12
  - DU Common Law p.13
  - DU Droit du Climat et du Développement Durable p.14
  - DU Droit, Sciences Po - Étude du Bien Commun p.15
  - DU État Civil p.16
  - DU Juriste Digital p.17
  - DU Administration Publique p.18
  - Master LL.M. in International Business Law p.19
  - Master LL.M. in European and International Trade and Investment Law p.20
  - Master Esdes Digital Law and Management p.21
- 



## RENCONTRE

- Emmanuel de Vaujany  
Professionnalisation et accompagnement,  
une mission primordiale p.23-24



## La nomination du nouveau Recteur de l'UCLY

Le Conseil d'Administration, les salariés de l'UCLY et les représentants de l'Association des Fondateurs et Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon (AFPICL) ont pour tradition de nommer à la tête de l'institution des recteurs aux parcours atypiques, et celui-ci ne déroge pas à la règle

D'origine lilloise, Olivier ARTUS obtient son Doctorat en médecine à l'âge de 29 ans. C'est en lisant la Bible qu'il trouve sa véritable vocation, et décide alors de suivre, en parallèle de sa spécialisation en neurologie qu'il obtient en 1985, une formation au séminaire universitaire de l'Institut Catholique de Paris. Il est ordonné prêtre en 1988.

Il conjugue, dès lors, son ministère sur le diocèse de Sens-Auxerre avec la recherche, l'enseignement, puis le management universitaire. En 1995, il obtient son Doctorat en Théologie. C'est en 2005 qu'il est habilité à diriger des recherches (HDR). Depuis 2012, il exerçait les responsabilités de Vice-Recteur chargé de la Recherche, à Paris. Il a pris officiellement ses nouvelles fonctions de Recteur à l'UCLY le 1<sup>er</sup> juillet 2019, pour un mandat de cinq ans.

« Finalement, je pense que la médecine m'a permis d'apprendre à observer, avant d'entreprendre. J'aime bien objectiver les réalités avant de commencer à travailler. Je ne me repose pas sur des impressions. J'essaie d'avoir des données positives sérieuses, avant de pouvoir décider ou de juger de quelque chose. », nous confie-t-il au cours d'un premier échange.

## RETOUR SUR



## La conférence du prix Nobel de la Paix

La Chaire UNESCO «Mémoire, Cultures et Interculturalité» de l'UCLY a eu l'honneur de recevoir le Prix Nobel de la paix en 2018 : Docteur Denis Mukwege celui que la presse surnomme «Docteur miracle» pour son combat à ses risques et périls en République Démocratique du Congo.

La conférence portait sur « La problématique de la [re] construction de la paix en République Démocratique du Congo face aux défis de l'impunité »

Depuis plus de 20 ans, le docteur Denis MUKWEGE soigne des femmes victimes de violences extrêmes en République Démocratique du Congo (RDC). En 1999 il crée l'Hôpital de Panzi à Bukavu (RDC) conçu initialement pour permettre aux femmes d'accoucher dans des conditions sanitaires correctes. La deuxième guerre du Congo éclate et son lot d'horreurs transforme la maternité en une clinique qui accueille des milliers de femmes victimes de sévices sexuels. Son combat pour la dignité des femmes l'a conduit devant les plus

hauts responsables politiques et à la tribune des plus importantes instances européennes et internationales ou il dénonce avec toujours autant de conviction, de force et de courage « le viol en tant qu'arme de guerre » et les compromissions et les atteintes à la démocratie en RDC qui rendent la situation instable.

C'est pour son engagement féministe, social et politique qu'il s'est vu remettre, en 2018, le prix Nobel de la paix qu'il a dédié « aux femmes de tous les pays du monde, meurtries par les conflits et confrontées à la violence de tous les jours. »



## L'échange avec M. Hubert VÉDRINE

Hubert Védrine nous a fait l'honneur de venir à la Faculté de Droit pour répondre aux questions et débattre avec nos étudiants autour des grands enjeux de l'UE.

Nos étudiants ont eu le plaisir et l'honneur de pouvoir échanger pendant près de deux heures avec M. Hubert Védrine, diplomate, homme politique français, ancien ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement Jospin de 1997 à 2002 et auteur d'un récent ouvrage, intitulé «Sauver l'Europe !».

Le fonctionnement démocratique de l'UE, la citoyenneté, la diversité des Etats-membres sont les grands thèmes qui ont guidé la rencontre avec en filigrane les interrogations auxquelles l'Union européenne doit faire face aujourd'hui (Brexit, élections, flux migratoire...).

Ce temps d'échange a permis aux 250 étudiants présents de s'exprimer et d'avoir « en direct » les réactions et éclairages de M. Védrine.



## Le grand rendez-vous de l'éloquence

Tous les passionnés d'histoire et d'éloquence se sont donnés rendez-vous, dans les locaux de l'UCLY, pour «rejouer» le fameux procès de Louis XVI qui déchaîna les passions pendant près de deux mois en 1792 et marqua un tournant dans l'Histoire de France. Deux ténors du Barreau ont assuré la plaidoirie.

Le 10 août 1792 est une date fondamentale dans l'Histoire de France, elle caractérise véritablement la fin de la monarchie dans notre pays. Le roi déchu est emprisonné dans l'attente de son procès lors duquel il eut à répondre aux accusations de trahison, et de conspiration contre l'État. Deux ténors du Barreau : Maître Bertrand PERIER et Maître Marc BONNANT nous ont fait l'honneur de leur



## La participation à la Green Week 2019

S'est tenu à la cour administrative d'appel de Lyon, le procès fictif «La transition écologique en question» mis en place par la Faculté de Droit de l'UCLY. Ce procès fictif se déroulait dans le cadre de la GREEN WEEK 2019 organisée par la Commission européenne dont le thème retenu cette année est «La mise en oeuvre de la législation environnementale».

Les équipes d'étudiants du DU Droit du Climat et du Développement durable de l'UCLY se sont affrontées sous le regard attentif des deux avocats spécialisés en droit de l'environnement qui les ont préparées pendant un semestre et sous celui amusé du public, au sujet de la légalité d'une autorisation (fictive) d'un parc éolien en zone Natura 2000.

Des professionnels du secteur se sont déplacés de la région, de Paris et de Bruxelles pour l'occasion et ont pu apprécier le travail des jeunes étudiants de l'UCLY qui met en lumière non seulement le rôle difficile du juge, mais également celui nécessaire de l'éducation en matière d'environnement et de développement durable.

Les étudiants et leurs tuteurs se sont ensuite rendus à Bruxelles sur invitation de la Commission européenne pour présenter devant le Commissaire européen à l'environnement et de nombreux fonctionnaires européens et experts, les résultats de cet exercice.

présence, à l'UCLY, pour plaider lors de ce «procès»; ils ont mis tout leur talent pour nous plonger au cœur de l'un des débats les plus passionnants de l'Histoire judiciaire.

230 ans après la Révolution, ce grand spectacle était l'occasion de réunir les passionnés d'Histoire et d'éloquence.





# ACTUALITÉS

## Le juriste de demain

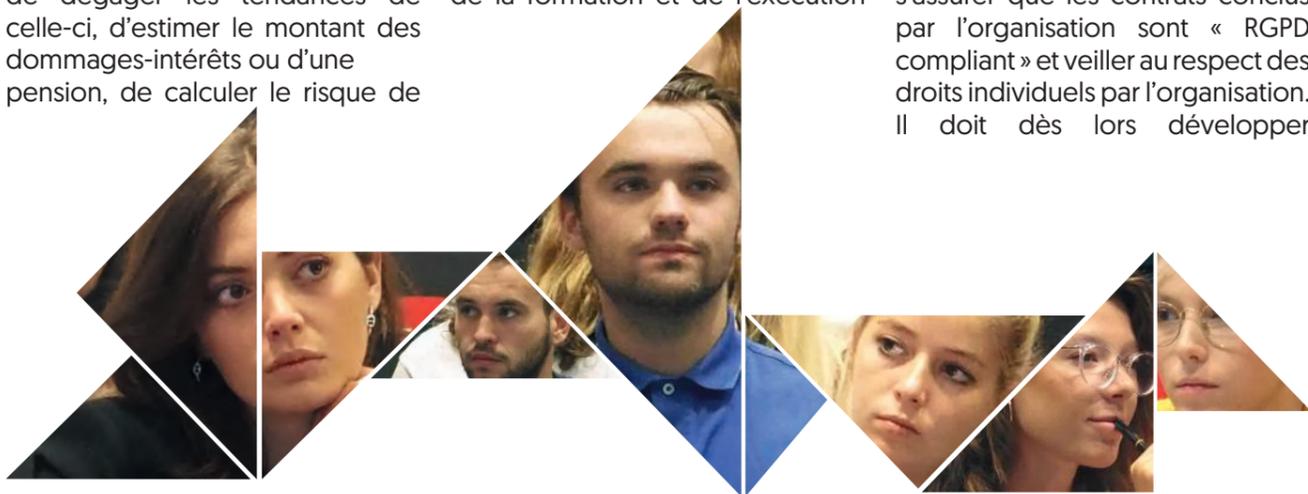
Outils de justice prédictive, smart-contracts, blockchains... Les nouvelles technologies pénètrent de plus en plus le quotidien des juristes, transformant méthodes de travail et débouchés professionnels. Trois exemples illustrent ce constat.

Tout d'abord, les outils de justice prédictive, instruments d'analyse de la jurisprudence, permettent de dégager les tendances de celle-ci, d'estimer le montant des dommages-intérêts ou d'une pension, de calculer le risque de

de la part des juristes, à la fois une bonne maîtrise de ces outils (choix des bons mots-clés par exemple) et une capacité d'interprétation et d'analyse des résultats.

Ensuite, le développement des smart-contracts et des blockchains modifie la temporalité d'intervention du juriste - avocat, juriste d'entreprise ou notaire. En effet, il n'intervient plus au moment de la formation et de l'exécution

le RGPD du métier de Délégué à la protection des données (DPO). Celui-ci est un pivot entre services juridiques, services informatiques, collaborateurs et dirigeants des organisations. En effet, il doit informer la direction, sensibiliser les collaborateurs, mettre en place les mesures propres à assurer la protection des données en lien avec le service informatique, s'assurer que les contrats conclus par l'organisation sont « RGPD compliant » et veiller au respect des droits individuels par l'organisation. Il doit dès lors développer



condamnation par exemple pour licenciement abusif ou encore d'établir des statistiques sur la force des arguments proposés dans des litiges similaires. Simplifiant le travail préparatoire des procès, ces outils permettent un gain de temps indéniable. En outre, ils ont un effet préventif sur les contentieux, les statistiques établies pouvant décourager certaines velléités de procès. Toutefois, la fiabilité des résultats suppose une base de données de qualité, favorisée aujourd'hui par l'open data des décisions de justice, mais aussi,

de chaque contrat mais « une fois pour toutes » en amont lors de la programmation du contrat. Il est dès lors impératif que le juriste comprenne le langage digital et les mécanismes de programmation afin de collaborer avec les informaticiens en charge de la « traduction » des termes juridiques en écriture informatique. En outre, le juriste, délesté des contrats « classiques », pourra se concentrer sur les contrats ou clauses spécifiques, innovants, et faire preuve de création.

Enfin, l'explosion des flux quotidiens de données, en particulier personnelles, via notamment internet, a conduit à la création par

quatre compétences : juridique, informatique, de management éthique et psychologique. Ainsi, le juriste de demain devra à la fois maîtriser parfaitement les mécanismes généraux et développer une capacité d'analyse très pointue. Il sera moins un technicien du droit qu'un logicien comprenant le langage digital, les bases de la programmation et doué d'une force de conviction.

Carine COPAIN HERITIER  
Enseignant-chercheur,  
Directeur pédagogique DU Juriste digital et Licence 3e année.



## Droit de la responsabilité et véhicules autonomes

Les véhicules autonomes incarnent le nouveau palier de développement atteint par les technologies dites d'intelligence artificielle dont les promesses d'amélioration de nos vies ne suffisent pas à dissimuler les risques, notamment juridiques, liés à leur utilisation. Les systèmes complexes constitués d'algorithmes permettant la circulation de véhicules autonomes interrogent l'adaptabilité du droit de la responsabilité, tant à l'échelon national qu'europpéen. En effet, la mise en œuvre de cette nouvelle technologie secrète une responsabilité diffuse entre le concepteur, le constructeur, le conducteur – s'il en est encore un au sens du droit positif –, et peut-être le système lui-même – si on entend lui reconnaître une personnalité juridique -. Or ce caractère diffus ne saurait s'accorder avec les exigences du droit positif [tel qu'il ressort notamment de la loi Badinter n° 85-677 du 5 juillet 1985] concernant l'établissement d'une faute ou du moins d'une imputabilité certaine ; de sorte qu'au bout de la chaîne c'est sur la victime de l'accident causé par le véhicule autonome que risque de reposer l'établissement très hypothétique de la responsabilité permettant son indemnisation.

Dès lors, pour garantir les victimes du risque algorithmique, que l'on peut qualifier de socialement conditionné dans la mesure où il correspond à une volonté socialement affirmée de faire appel à des technologies complexes nonobstant la nébuleuse de responsabilité entourant leurs modalités de fonctionnement, on devra étudier la pertinence de modifier nos systèmes nationaux de responsabilité pour évoluer vers des mécanismes européens permettant à la fois une prise en charge équitable des dommages et une responsabilisation effective des acteurs du système complexe.

Dans cette perspective, la piste d'un dépassement de la logique de responsabilité, au profit d'une logique de compensation collective par le biais d'un fonds d'indemnisation, semble devoir être explorée. En effet, la technologie embarquée dans un véhicule autonome, ontologiquement, induit une

forme d'imprévisibilité liée à cette autonomie, de sorte que les techniques traditionnelles d'engagement de la responsabilité, même sans faute, ne peuvent préserver l'indemnisation des victimes. Dès lors, il convient sans doute de faire appel au potentiel des mécanismes d'assurance et de solidarité afin de s'engager dans une démarche de prise en charge sociale des risques auxquels chacun sera soumis dans l'intérêt de tous [pour autant que le véhicule autonome soit véritablement source d'une plus grande sécurité routière]. L'indemnisation des victimes serait ainsi fondée sur la nature même du dommage et non plus sur la faute ou l'imputabilité. Un fondement d'ordre éthique donc, privilégiant le caractère équitable de l'indemnisation individuelle de la charge potentielle d'un progrès collectif.

Marjolaine MONOT FOULETIER  
Professeur de Droit à l'UCLy - HDR  
Membre associé du Centre Maurice Hauriou -  
Université Paris Descartes  
Directrice des cliniques juridiques de la Faculté de  
Droit



## Urgence climatique et droit : Quels enjeux, quelles réponses et quelles perspectives ?

Il suffit de regarder ce qui se passe autour de nous pour se rendre compte qu'il y a un changement en cours, et que celui-ci nous touche de près. Pas seulement parce que, on le sent bien, il fait chaud –bizarrement chaud - mais aussi parce qu'il y a pas mal de choses qui nous interrogent, et parfois, nous inquiètent aussi. Le changement climatique, la sauvegarde des ressources naturelles, la pollution, l'émission de CO<sub>2</sub>, l'écologie, la perte de biodiversité. Tout le monde en parle, mais sait-on vraiment ce que tout cela signifie ? Quelle est la relation entre climat et énergie, quels rôles jouent l'énergie renouvelable et les émissions de carbone dans ce scénario ? Et quel rôle le droit peut-il avoir dans ces questions ? Le droit a un fort potentiel, car il permet de promouvoir et proposer des actions efficaces pour les acteurs politiques globaux dans tous ces domaines. L'importance croissante de la démocratie environnementale aux niveaux européen et international a déjà permis la création de lois visant à la sauvegarde du patrimoine énergétique de notre Terre, à la réduction de gaspillage alimentaire, à une responsabilité des citoyens comme protagonistes actifs d'une amélioration de l'environnement.

### Le « droit » de l'environnement

Le droit de l'environnement est plutôt récent. La conscience, à un niveau global, est concomitante aux préoccupations qui, à partir des années soixante-dix, ont véhiculé l'idée que « l'environnement doit être protégé parce qu'il est une condition de la vie de l'Homme sur terre ». A partir de ces considérations, on est arrivé à concevoir un droit de l'environnement qui a pour objet l'environnement même et pour objectif sa protection. A partir de ces deux prémisses, le droit de l'environnement a été défini comme « l'ensemble des règles juridiques qui ont pour finalité la protection de l'environnement et, par ce biais, celle de l'Humanité ». On peut ainsi comprendre que le contenu du droit de l'environnement, comme reconnu unanimement par la communauté scientifique, comprend, outre un corpus de règles générales découlant de ses principes généraux, le droit de la nature et de la biodiversité d'une part, et le droit des pollutions et des nuisances d'autre part. En effet, comme cela a été défini dans la

doctrine scientifique, le droit de l'environnement est un droit carrefour au sein des disciplines juridiques, parce qu'il « est aussi bien global que local et mobilise des règles issues de tous les ordres juridiques, international, européens ou internes »; mais il est aussi un droit «réactif» car les «catastrophes écologiques qui se sont succédées ont été autant de coup d'accélérateurs donnés à la formation d'un corpus de règles protégeant l'environnement».

La longue marche du droit de l'environnement: Stockholm (1972) et Rio (1992)

Comme anticipé, les questions concernées sont transfrontalières et réclament l'intervention du droit international et, en particulier, l'urgence de définir une théorie de la responsabilité environnementale internationale. Le premier pas vers une conscience du problème environnemental par le droit et par la politique a été la Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972. Dans cette occasion, les Nations Unies ont déclaré une série de principes pour une gestion écologiquement rationnelle de l'environnement. La «Déclaration de Stockholm» est sans doute la première étape institutionnelle qui a « placé les questions écologiques au rang des préoccupations internationales et a marqué le début d'un dialogue entre pays industrialisés et pays en développement concernant le lien qui existe entre la croissance économique, la pollution de l'indivis mondial (l'air, l'eau, les océans) et le bien-être des peuples dans le monde entier ». A partir de cette conférence, suivie par la conférence sur l'environnement et le développement durable tenue en 1992 à Rio de Janeiro (Brésil), il y a eu une vraie prise de conscience sur l'environnement. Cette conférence a représenté une étape juridique fondamentale, culminante dans l'adoption d'une déclaration qui a fait progresser le concept des droits et des responsabilités des pays dans le domaine de l'environnement. La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement a, à un niveau mondial, deux grandes préoccupations apparues pendant les vingt années séparant les deux conférences : d'une part, la détérioration

de l'environnement, notamment de sa capacité à entretenir la vie, et, d'autre part, l'interdépendance de plus en plus manifeste entre le progrès économique à long terme et la nécessité d'une protection de l'environnement.

Le Climat et le réchauffement climatique : enjeux et réponses

Comme reconnu dans le texte de la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUNCC), « les changements climatiques représentent une menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète et [...] ils nécessitent donc la coopération la plus large possible de tous les pays ainsi que leur participation dans le cadre d'une riposte internationale efficace et appropriée, en vue d'accélérer la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre ». Les gaz à effet de serre (GES) ont un rôle essentiel dans la régulation du climat, toutefois, depuis le XIXe siècle, la quantité de gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère a énormément augmenté, et par conséquent, le climat se réajuste par un réchauffement de la surface terrestre. Face à cette situation, les représentants politiques de

***le droit de l'environnement est un droit carrefour au sein des disciplines juridiques, parce qu'il « est aussi bien global que local et mobilise des règles issues de tous les ordres juridiques, international, européens ou internes »***

l'ensemble des pays de la planète ont coopéré pour mesurer l'avancée de la lutte contre le changement climatique, dans le cadre du Protocole de Kyoto, lancé en 1997 et entré en vigueur en 2005, qui définit des objectifs et des moyens pour mettre en œuvre la Convention-cadre sur les changements climatiques. Toutefois, le Protocole de Kyoto ne s'adressait qu'aux Pays Industrialisés ; en plus de la non-adhésion des États-Unis au Protocole, le retrait de la Russie, du Japon et du Canada limitaient fortement son impact global. Dans ce scénario, le 16 Novembre 2016, le premier accord universel sur le climat/réchauffement climatique a été signé à Paris. L'accord de Paris est le fruit des précédentes négociations qui se sont tenues lors de la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (COP21) et de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. L'Accord de Paris a été approuvé par l'ensemble des 195 délégations le 12 décembre 2015 et il est entré en vigueur le 4 novembre 2016. L'Accord prévoit que les États signataires s'engagent à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète [...] étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques», à réduire l'émission de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire et, enfin, à rendre les « flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements

climatiques». Si d'un côté, on se rend bien compte que rejoindre ces niveaux est extrêmement difficile – surtout pour certains pays et compte tenu de la complexité des acteurs conjointement engagés [citoyens/consommateurs, mais aussi producteurs/entreprises/gouvernements] - et que certains pays se sont désengagés de cet Accord, d'un autre côté, on peut être conforté et stimulé par les signaux positifs provenant de certains pays qui se sont mobilisés pour mettre en œuvre une politique de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique et pour élaborer une gestion durable des ressources rares.

Nous aussi, engagés au premier plan

Le Droit Environnemental est un sujet complexe et en perpétuelle évolution. C'est pour cette raison que des experts, magistrats et professeurs spécialisés dans le secteur du droit de l'environnement national et international se penchent sur ces questions. On ne doit jamais oublier qu'un développement durable des ressources énergétiques implique nécessairement la création d'un lieu capable de développer une personne dans son rapport avec la nature, la création

et les hommes. Une telle approche, fondée sur l'attention aux relations entre les hommes et la nature, reconnue comme partie de la Création, est le premier point de départ pour une solution qui est en même temps réelle et durable. Dans la construction d'une telle relation attentive et responsable, le droit peut et doit jouer un rôle fondamental car il est l'un des plus efficaces et puissants instruments dans les mains des hommes, des politiques en particulier, pour répondre aux défis posés par la société. Dans cette perspective, des démarches en collaboration avec le territoire et les institutions locales et internationales, la participation à la Green Week de l'Union européenne et l'instauration d'un procès fictif auprès du Tribunal Administratif Français font parties des initiatives portées par la Faculté de Droit pour participer à l'engagement social et sociétal et favoriser l'implication de la jeunesse pour qui la question de l'environnement est vitale.

Giulia TERLIZZI,  
Enseignant - chercheur  
Directrice pédagogique DU «Droit du Climat et du Développement durable»  
Faculté de droit, UCLY



## LICENCES

Premier jalon des études universitaires la licence est un diplôme validant trois années d'étude après le baccalauréat.

Licence de Droit p.9-10

Licence de Droit & Bachelor of civil law (Maynooth - IRL) p.11-12



## DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

En complément de la licence, il permet d'approfondir des connaissances dans un domaine particulier.

Common Law p.13

Drot du climat et du développement durable p.14

Droit, Sciences Po - Étude du bien commun p.15

État civil p.16

Juriste digital et Data protection p.17

Administration Publique p.18



## MASTERS

Validant un deuxième cycle, soit 5 années d'études, il comprend des enseignements théoriques, méthodologiques et appliqués ainsi qu'une initiation à la recherche et, notamment, la rédaction d'un mémoire.

LL.M. in international Business Law / Master Droit international des affaires p.19

LL.M. in European and International Trade & Investment Law / Master Droit international des affaires et des investissements p.20  
Master Digital Law & Management p.21



## FORMATIONS



Toutes nos formations ont vocation à former des juristes de qualité, mais aussi critiques qui seront les acteurs du développement de notre société. Nous y parvenons via un parcours universitaire complet, professionnalisant, spécialisé et ouvert à l'international.

# LICENCE DE DROIT

En convention avec l'Université Lumière Lyon 2

La Faculté de Droit de l'UCLy accueille chaque année des personnes qui ont l'ambition d'intégrer une communauté universitaire dynamique et ouverte, où étudiants, enseignants, chercheurs et personnels administratifs, œuvrent ensemble à la réussite et à l'accomplissement de soi.

## ENSEIGNEMENT DE QUALITÉ

Une équipe pédagogique qualifiée au sein d'une organisation rigoureuse et dynamique au service de la réussite de ses étudiants

## CADRE DE TRAVAIL IDÉAL

Des infrastructures parfaitement adaptées aux besoins des étudiants (équipements technologiques, environnement de centre-ville, nouveau Campus Saint-Paul, co-working, e-learning...)

## FORMATIONS À TAILLE HUMAINE

Des effectifs réduits et un encadrement renforcé par le personnel enseignant et administratif

## ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ DE L'ÉTUDIANT MIS EN OEUVRE PAR NOS ENSEIGNANTS

Développement du projet personnel et professionnel (PPP et formation humaine), entretiens individuels, stages en milieu professionnel, aide à l'orientation, concours de plaidoirie, procès fictif et offre de conférences

## RELATIONS INTERNATIONALES



Des échanges internationaux avec plus de 40 universités partenaires (Amérique du Nord, Amérique latine, Royaume-Uni, Europe Continentale, Afrique, Australie, Chine et mondes asiatiques)

## NUMÉRIQUE ET DROIT

Une intégration dans les enseignements et la pédagogie des effets des évolutions technologiques sur le Droit

**92%** de réussite pour l'obtention de la Licence

## PARCOURS PROFESSIONNALISANT ET MULTILINGUE Passeport langue

Cours de Droit en anglais ; spécialisations en Common Law, Droit public, Droit des affaires, état civil, science politique, C2i

## VISITES & RENCONTRES

La Faculté de Droit organise des voyages d'études (notamment au Palais des Nations, à Genève), des visites d'institutions et de juridictions.

Elle organise des soirées de présentation des carrières du droit afin de faciliter l'orientation des étudiants.

## CLINIQUE DE LA PROSPECTIVE JURIDIQUE

Une démarche novatrice d'expérimentation et d'application du droit, la cyber law clinic est une expérience de « plaidoyer législatif » sous la forme d'un procès fictif.

Cette clinique juridique est optionnelle à la Licence et permet de développer une nouvelle approche pédagogique utilisant des cas concrets de technologies en développement afin de sensibiliser les étudiants aux implications juridiques complexes des technologies numériques.



## S1

**UE 1 :** Introduction au droit et Institutions juridictionnelles  
**UE 2 :** Droit civil : les personnes  
**UE 3 :** Théorie générale de l'Etat  
**U4 option :** Histoire du droit ou Approche du Monde contemporain   
**UE 5 :** Langues et Propédeutique  
**UE transversale :** Méthodologie juridique / PPP\* ou LV2 ou formation humaine

## S3

**UE 1 :** Droit constitutionnel (V<sup>ème</sup> République)  
**UE 2 :** Droit civil (Famille)  
**UE 3 :** Droit administratif 1  
**UE 4 :** Droit des obligations [la responsabilité]  
**UE 5 :** Droit pénal général  
**UE transversale :** Langues / TIC / PPP\* ou LV2 ou formation humaine

## S5

**UE 1 :** Droit civil - les obligations  
Droit civil - les biens  
**UE 2 :** Procédure civile  
**UE 3 :** Droit social 1  
**UE 4 :** Droit civil - contrats spéciaux  
**UE 5 :** Systèmes juridiques comparés et Common Law  
**UE transversale :** Langues / PPP\* ou formation humaine ou LV2 / Note de synthèse ou Introduction au droit notarial ou Introduction à la comptabilité

Parcours droit privé

## S5

**UE 1 :** Droit constitutionnel approfondi  
**UE 2 :** Droit public des biens  
**UE 3 :** Histoire des idées politiques  
**UE 4 :** Droit international public  
**UE 5 :** Systèmes juridiques comparés et Droit des obligations  
**UE transversale :** Langues / PPP\* ou formation humaine ou LV2 / Note de synthèse ou Introduction à la comptabilité

Parcours droit public

## S2

**UE 1 :** Droit constitutionnel (V<sup>ème</sup> République) et Institutions administratives  
**UE 2 :** Droit de la famille  
**UE 3 :** Institutions internationales et européennes   
**U4 option :** Histoire constitutionnelle française ou Protection internationale des droits fondamentaux  
**UE 5 :** Langues et Propédeutique  
**UE transversale :** Méthodologie / PPP\* ou LV2 ou formation humaine

## S4

**UE 1 :** Droit administratif 2  
**UE 2 :** Droit commercial  
**UE 3 :** Droit de l'Union Européenne [système juridique]  
**UE 4 :** Droit des obligations  
**UE 5 :** Procédure pénale et Finances publiques  
**UE transversale :** Langues / TIC / PPP\* ou LV2 ou formation humaine

## S6

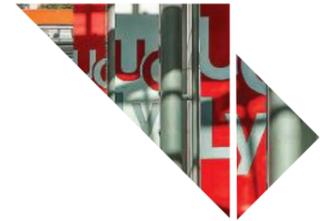
**UE 1 :** Droit des sociétés  
**UE 2 :** Droit pénal spécial  
**UE 3 :** Droit fiscal  
**UE 4 :** Droit social 2 [le lien d'emploi]  
**UE 5 :** Libertés fondamentales  
**UE transversale :** Langues / PPP\* ou formation humaine ou LV2 / Droit de la presse ou Droit des étrangers

## S6

**UE 1 :** Droit administratif approfondi  
**UE 2 :** Droit des collectivités territoriales  
**UE 3 :** Droit fiscal et Droit de la fonction publique  
**UE 4 :** Histoire des idées politiques  
**UE 5 :** Libertés fondamentales  
**UE transversale :** Langues / PPP\* ou formation humaine ou LV2 / Droit de la presse ou Droit des étrangers

## OPTIONS

- DU Common Law
- DU Droit, Science Po
- DU Droit du climat et du développement durable
- DU Etat Civil



## OPTIONS

- DU Common Law
- DU Droit, Science Po
- DU Droit du climat et du développement durable
- DU Etat Civil
- DU Droits allemand/espagnol/italien (en convention avec Lyon 2)

## OPTIONS

- DU Common Law
- DU Droit, Science Po
- DU Droit du climat et du développement durable
- DU Etat civil
- DU Droits allemand/espagnol/italien (en convention avec Lyon 2)

## OPTIONS

- DU Common Law
- DU Droit, Science Po
- DU Etat civil
- DU Droits allemand/espagnol/italien (en convention avec Lyon 2)



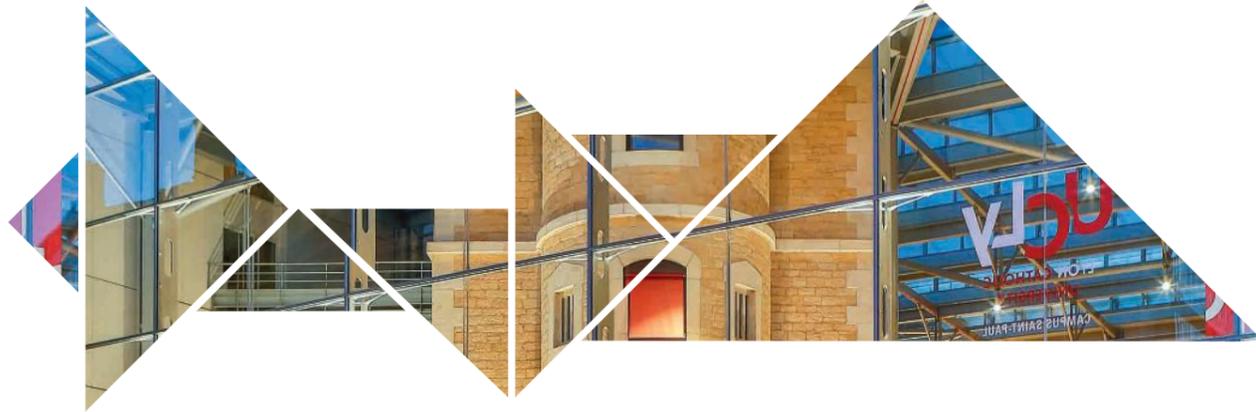
\* PPP : Projet personnel et professionnel

# Double diplôme LICENCE DE DROIT - BACHELOR OF CIVIL LAW

en partenariat avec Maynooth University (Irlande)

Acquérir des compétences juridiques et linguistiques internationales, dans le contexte d'un pays parmi les plus dynamiques de l'Union européenne.

Le programme de double Licence conduit à l'obtention, au terme de la troisième année, de la Licence française et du Bachelor of Civil Law irlandais ou, au terme d'une quatrième année, du Bachelor of Laws (LL.B.) irlandais.



## OBJECTIFS

Donner aux étudiants une formation solide en Droit et offrir la possibilité d'approfondir leurs connaissances dans un pays anglophone membre de l'Union européenne.

## POINTS FORTS

Un double diplôme :

- Licence de Droit
- Diplôme de 1er cycle Irlandais (Bachelor of civil Law)

Une formation sélective et reconnue.

Se doter d'un profil de juriste international.

Forger son employabilité à échéance de 3-4 ans.

## CONDITIONS D'ADMISSION

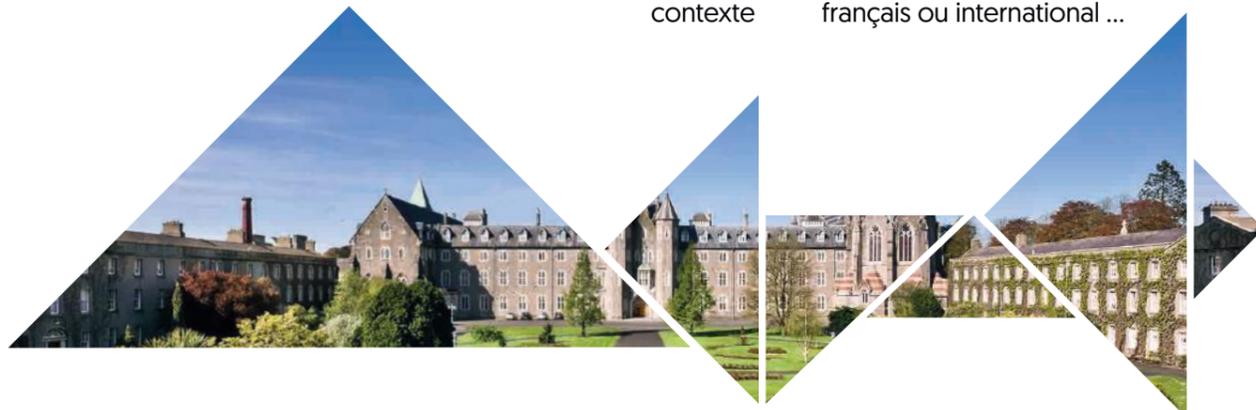
- Test de langue
- Dossier scolaire
- Entretien individuel

## OPPORTUNITÉS

Ce double diplôme permet de poursuivre les études supérieures en France comme à l'étranger.

Se présenter à des examens d'accès à des écoles professionnelles des pays anglo-saxons.

De nombreuses opportunités de carrière : services juridiques d'entreprises internationales, avocat dans le contexte français ou international ...



# 1<sup>ère</sup> année



Cursus classique de la L1 de Droit\*

Suivi des deux cours de Droit dispensés en anglais :

- Global Contemporary Issues
- International and European Relations

Legal English en LV1

Intégration au DU Common Law (S1+S2)

Modules en anglais :

- Semestre 1 : Legal Methods 1, Introduction to Common Law : Countries and Legal Systems
- Semestre 2 : Legal Methods 2, Constitutional Law, Introduction to the Irish Legal System

# 2<sup>ème</sup> année



Cursus classique de la L2 en Droit\*

Suivi du cours dispensé en anglais, European Law : The Legal Order

Legal English en LV1

Poursuite du DU Common Law (S3+S4)

Modules en anglais :

- Semestre 3 : Legal Methods 3, Tort Law, Law of Persons
- Semestre 4 : Legal Methods 4, Contract Law, Criminal Law

# 3<sup>ème</sup> année



Cursus classique du Bachelor of Civil Law (S5+S6)

Mobilité annuelle à la Maynooth University Law School

- Semestre 5 : Dispute Resolution : Skills and Processes\*\*\*, Jurisprudence, Employment Law, International Justice
- Semestre 6 : Family Law, Jurisprudence 2, Media Law

Matières annuelles : Equity and Trusts, Land Law, Company Law\*\*\*

Poursuite à distance du DU Common Law :

- Semestre 5 : Property and Trust Law, Labour Law
- Semestre 6 : Company Law, Tax Law

Cours de Droit français dispensé à Maynooth : Droit des contrats, Droit des biens, Droit public des biens, Droit des sociétés, Droit du travail, Droit fiscal.

**En France : obtention d'une Licence de Droit et DU Common Law\*\***

**En Irlande : obtention d'un Bachelor of Civil Law**

## Optionnelle

# 4<sup>ème</sup> année



Cursus classique du Bachelor of Laws (S7+S8)

Mobilité annuelle à la Maynooth University Law School :

- Semestre 7 : Tax Law, Economic Analysis of Law, Civil Liberties, Introduction to Criminology
- Semestre 8 : Intellectual Property Law, Banking and Financial Law, Transnational Litigation + Matière annuelle S7/ S8 [Research Project]

En Irlande : obtention d'un Bachelor of Laws (LL.B.)

\*En Licence : Modules de Formation humaine en anglais

\*\*Reprise en France des notes de Labour Law et Company Law obtenues en Irlande pour la validation du DU Common Law

\*\*\*Matières obligatoires en Irlande

# Diplôme Universitaire COMMON LAW

Formation diplômante en 3 ans, accessible en formation initiale dès la 1ère année

Le diplôme d'université [DU] Common Law propose un programme exclusivement dispensé en anglais qui permet aux étudiants de préparer et obtenir le DU en parallèle de leur Licence de droit.

Le diplôme vise à initier les étudiants aux règles et institutions juridiques des pays de Common Law (principalement les Etats-Unis et le Royaume-Uni) en même temps qu'ils en étudient les équivalents dans notre système juridique.

Il permet de lever les obstacles tenant à la langue et à la méconnaissance des mécanismes et institutions des droits des pays de Common Law, très utilisés dans le contexte international.

Le diplôme peut être suivi en formation continue ou initiale en offrant un choix entre un parcours «à la carte» et un parcours annuel.

## OBJECTIFS

Il forme des juristes capables de poursuivre des études en langue anglaise en France ou à l'étranger.

Il permet d'entamer une préparation aux concours d'accès à certains barreaux étrangers (Etats-Unis, Angleterre...).

Il destine les étudiants à travailler en anglais dans le domaine des affaires internationales (services juridiques d'entreprises disposant d'une activité internationale substantielle, cabinets d'avocats, organisations intergouvernementales...).

## POINTS FORTS

Donner aux lauréats les compétences utiles pour travailler en anglais dans un environnement international traitant du droit des affaires, qu'il s'agisse d'entreprises implantées à l'international, d'instances de coopération ou de représentation (inter)gouvernementales, ou de cabinets d'avocats ou de consultants de dimension internationale.

## CONDITIONS D'ADMISSION

Être titulaire d'un Baccalauréat (en formation initiale), d'une Licence de Droit (formation annuelle) ou de diplômes étrangers équivalents

Posséder une maîtrise de la langue anglaise attestée entre autres par les résultats à l'IELTS, au TOEFL ou au CAE, et/ou en entretien.

## OPPORTUNITÉS

Permettre aux étudiants titulaires du DU d'avoir de solides bases nécessaires pour poursuivre des études en Master ou LL.M, en France ou à l'étranger, principalement en droit international ou comparé des affaires.

# Diplôme Universitaire DROIT DU CLIMAT et du DEVELOPPEMENT DURABLE

Droits européen, international et comparé relatifs aux enjeux juridiques, politiques, économiques, scientifiques et sociétaux posés par la transition écologique

La transition écologique, qui envisage un nouveau modèle socio-économique pour transformer nos habitudes afin de répondre aux grands enjeux environnementaux, sanitaires et énergétiques qui viennent mettre en péril l'avenir de nos sociétés, est le prochain défi à relever par l'humanité.

La diminution des ressources en eau potable pour cause de pollution ou de surexploitation, le changement climatique, la perte accélérée de la biodiversité, les risques sanitaires et environnementaux liés au développement technologique ont conduit les différents acteurs (Etats, entreprises et individus) à prendre conscience de la nécessité de s'adapter et d'agir.

Le Diplôme d'Université Droit du climat et du développement durable permet aux professionnels ainsi qu'aux étudiants d'acquérir une expertise juridique et transdisciplinaire aujourd'hui recherchée dans toutes les structures (cabinets d'avocats, entreprises, administration centrale et décentralisée, organisations internationales et organisations non gouvernementales) afin de satisfaire aux exigences légales prises par les Etats au niveau national, supranational ou international. Les négociations internationales et européennes actuelles (COP), ainsi que l'augmentation des départements spécialisés dans ces thématiques au sein des entreprises ou des cabinets d'avocats, attestent de la nécessité de ce type de compétences parmi les juristes.



**45%** de baisse des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, pour préserver le climat

## CONDITIONS D'ADMISSION

Être titulaire d'un Baccalauréat (en formation initiale), d'une Licence de Droit (formation annuelle) ou de diplômes étrangers équivalents

Posséder une maîtrise de la langue anglaise attestée entre autres par les résultats à l'IELTS, au TOEFL ou au CAE, et/ou en entretien.

## OPPORTUNITÉS

Avec des emplois disponibles dans les secteurs public et privé engagés dans le changement climatique, les personnes ayant des compétences en droit du climat ont une variété d'options d'emploi qui leur sont offertes.

Les organisations internationales, administrations (nationales, locales), ONG, entreprises sont à la recherche de ces profils spécialisés dans un sujet d'avenir et un marché porteur.

## OBJECTIFS

Acquérir une expertise juridique directement exploitable sur le terrain professionnel et développer des compétences transdisciplinaires et intersectorielles.

Monter des projets pédagogiques en équipe à finalité pratique afin d'enrichir les enseignements théoriques et donner la possibilité de participer activement à l'amélioration de la société.

## POINTS FORTS

Enseignements assurés par des universitaires et des professionnels spécialisés (diplomates, ingénieurs, scientifiques, juges, avocats)



# Diplôme Universitaire DROIT, SCIENCE PO - ÉTUDE DU BIEN COMMUN

Formation diplômante en 3 ans, accessible en formation initiale dès la 1ère année

Le Diplôme d'Université [DU] « Droit, Science Po - Étude du bien commun », est une formation universitaire, accessible dès la 1ère année, étalée sur 3 ans. Elle regroupe des promotions d'une trentaine d'étudiants de chaque année de Licence de Droit de l'UCLy.

Cette formation sélective s'adresse aux étudiants intéressés par la vie politique, les métiers de l'Administration et qui envisagent d'orienter leur parcours universitaire vers l'action publique.

Elle offre à ses étudiants la possibilité de compléter et de valoriser leur premier cycle universitaire par une étude approfondie du droit, de ses rapports aux sciences sociales et à la vie publique.

Elle constitue un excellent cadre de préparation aux concours des Instituts d'Études Politiques en master, et à plus long terme un cadre de formation aux épreuves des concours administratifs.

Elle permet enfin une ouverture au monde et une valorisation des expériences hors les murs de l'Université.

## OBJECTIFS

Consolider ses connaissances en droit et en sciences sociales.  
Compléter un premier cycle universitaire par un diplôme spécialisé.  
Envisager les concours des IEP (accès en master).  
Se projeter vers les métiers de l'action publique.

## POINTS FORTS

Une formation interactive pour comprendre les enjeux de l'action publique.  
Une équipe pédagogique composée d'universitaires et de praticiens.  
Des enseignements académiques et à vocation professionnelle.  
Une semaine d'accueil pour chaque nouvelle promotion.  
Un voyage d'étude annuel auprès des institutions.  
Un état d'esprit de promotion solidaire.

## CONDITIONS D'ADMISSION

Tout étudiant inscrit en Licence de Droit à la Faculté de Droit de l'UCLy:

Sélection via la procédure Parcoursup

ou

Sélection au début de 1ère année (information lors la réunion de rentrée).

## OPPORTUNITÉS

Concours des Instituts d'Études Politiques (IEP) - voies d'accès en master.  
Masters en droit, en science politique et en administration publique.  
Anticipation à la préparation aux concours administratifs.

# Diplôme Universitaire ÉTAT CIVIL

Droit des personnes et de la famille - Droit de la nationalité et des étrangers - Droit européen, international et comparé.

Analyse approfondie des questions actuelles/ancrage pratique.

L'état civil, ensemble des éléments caractéristiques de la personne permettant son identification au sein de la société, fait l'objet d'une législation française de plus en plus dense et pose des questions complexes auxquelles sont confrontés un certain nombre de professionnels (agents de mairie et de préfecture, avocats, magistrats, notaires...).

Parallèlement, dans certains pays, l'impossibilité juridique ou pratique d'enregistrer les naissances prive les personnes concernées d'identité juridique et par conséquent de droits fondamentaux (scolarisation, droit de vote, nationalité...).

Le Diplôme d'Université état civil permet aux professionnels ainsi qu'aux étudiants d'obtenir une expertise et une spécialisation dans un domaine habituellement peu enseigné au cours des études de Droit et dont l'importance pratique est pourtant considérable.

# 2100

naissances par jours en France  
en 2017



## OBJECTIFS

Acquérir une expertise directement exploitable sur le terrain professionnel.  
Approfondir un domaine du Droit touchant chaque individu, tant dans sa vie publique que dans sa vie privée.  
Apprendre à travailler autrement.  
Obtenir un diplôme supplémentaire.  
Réfléchir sur des sujets au coeur de l'actualité, de la société et de l'intimité.

## POINTS FORTS

Formation unique en France.  
Convivialité.  
Echanges nombreux avec des professionnels.  
Diversité des intervenants.  
Pluridisciplinarité avec ouverture sur la psychologie et la sociologie.  
Ouverture sur les droits étrangers.

## CONDITIONS D'ADMISSION

Formation initiale ou continue accessible à toute personne inscrite en Licence ou Master en Droit ou ayant une activité professionnelle dans le domaine du Droit et/ou de l'état civil.  
Sélection sur dossier.

## OPPORTUNITÉS

L'état civil pose des questions passionnantes et tout à fait d'actualité concernant par exemple la procréation médicalement assistée, la gestation pour autrui, le divorce, le sexe neutre ou le changement de sexe. Les éléments qui le composent (le nom, le prénom, le sexe, le statut de couple, la filiation, la nationalité ...) se trouvent au carrefour d'impératifs étatiques et sociaux, d'une part, et d'enjeux familiaux et intimes, d'autre part.

Le DU état civil offre l'opportunité d'aborder des questions relatives au Droit des personnes et de la famille d'une manière approfondie et pratique, tant sous l'angle juridique que psychologique ou sociologique, avec des universitaires français et étrangers ainsi que des professionnels de terrain.

Le DU état civil permet d'acquérir une expertise en état civil parallèlement à son parcours professionnel ou ses études de droit.

Il peut également compléter une préparation :

- aux concours de la Fonction publique
- aux examens d'accès aux professions juridiques et judiciaires.



# Diplôme universitaire JURISTE DIGITAL (DATA & ORGANISATIONS)

Formation diplômante en 1 an, accessible en formation initiale et continue. Niveau Master

Chaque jour, sont échangées des milliers de données via les réseaux informatiques des entreprises, internet... Aujourd'hui, pour les organisations, les données numériques ne sont pas neutres mais peuvent comporter un risque juridique et technique élevé dont il faut évaluer la portée au cas par cas.

Cette mission de confiance nécessite une expertise interne à l'organisation adaptée aux technologies d'information et de communication. Une nouvelle compétence métier a été créée pour exercer cette fonction : le DPO (Data Protection Officer) ou Délégué à la Protection des Données. Notre formation a donc été construite autour de ce rôle clef. Le DPO veille à ce que les données et le traitement des informations qui entrent dans le fonctionnement d'une organisation respectent les droits et libertés des personnes.

Sa mission implique plusieurs compétences fondamentales construites à partir de la compétence juridique primaire, socle du métier, à savoir une compétence technologique, une compétence stratégique et éthique mais aussi une compétence psychologique et humaine.

## OBJECTIFS

Connaissance des règles juridiques spécifiques au numérique.

Capacité d'anticiper et d'évaluer les nouveaux risques liés au numérique et à la digitalisation, en particulier en termes de responsabilités et de protection des données.

Capacité de mesurer les enjeux éthiques en cours et à venir suscités par la digitalisation des organisations.

Capacité de s'adapter à un contexte mouvant par une mise à jour permanente des connaissances juridiques en la matière.

Connaissances en management afin de conseiller au mieux les dirigeants d'entreprise lors du passage au numérique.

Maîtrise de l'environnement technologique afin de comprendre les possibilités techniques en termes de sécurité des données.



La quantité de données générées & échangées à travers le monde ces 5 dernières années

## POINTS FORTS

Blended learning.

DPO Lab - Le DPO LAB ou « laboratoire de la compétence-métier » constitue un moment de synthèse et d'application des connaissances.

Le BSI du Juriste Digital constitue une trame méthodologique sur un mode algorithmique pour effectuer le Bilan du Système d'Information (BSI) de l'organisation dans laquelle le DPO sera appelé à intervenir.

## CONDITIONS D'ADMISSION

La formation est ouverte aux juristes mais aussi au public des disciplines scientifiques, des écoles de commerce et des écoles d'ingénieurs.

## OPPORTUNITÉS

Cette formation donne aux DPO, auditeurs et contrôleurs internes de protection des données les connaissances nécessaires pour être les véritables intermédiaires entre les dirigeants d'entreprises et les services juridiques et informatiques internes ou externes.

# Diplôme universitaire ADMINISTRATION PUBLIQUE

Préparation en 1 an aux concours administratifs

Au sein de la Préparation Saint -Irénée de la Faculté de droit, la préparation aux concours administratifs est une formation universitaire visant à préparer des concours administratifs de catégorie A et A+ des trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière).

Elle s'appuie sur les compétences réunies au sein de la Faculté de droit mais aussi sur des enseignants extérieurs à l'UCLY : universitaires, fonctionnaires, élus ou praticiens, tous fins connaisseurs des concours.

Les enseignements proposés peuvent être proposés en formation initiale ou continue, et offre le choix entre un parcours annuel (diplômante) ou un parcours « à la carte » (non diplômante).

Parce que la confiance de nos préparateurs nous engage, leurs ambitions sont nos exigences!



## OBJECTIFS

Préparer les épreuves écrites et orales des concours administratifs.

Acquérir les compétences nécessaires des métiers de l'action publique.

Obtenir un diplôme universitaire après une année de préparation intensive.

## POINTS FORTS

Des enseignements spécifiquement adaptés aux concours préparés.

Une formation intensive à taille humaine et à l'écoute de chacun.

Un calendrier universitaire adapté aux concours envisagés.

Une possibilité de formation à la carte non diplômante.

Un état d'esprit de promotion solidaire.

## CONDITIONS D'ADMISSION

Il s'agit d'une formation sélective, sur dossier et entretien, ouverte à :

Tout étudiant ayant validé au moins un premier cycle universitaire (bac +3),  
Tout professionnel souhaitant se porter candidat aux concours de la fonction publique.

## OPPORTUNITÉS

Devenir un manager public.

Se doter de compétences juridiques, financières et opérationnelles.

Comprendre les défis actuels du service public.

# Masters LL.M.

## KEY OBJECTIVES

Gain knowledge in International Business Law.  
Gain knowledge in European & International Trade and WTO Law.  
Gain knowledge in International Investment Law.  
Receive a Master degree recognized by the French State entirely taught in English.  
Receive a dual degree from partner universities depending on the chosen track.

## HIGHLIGHTS

Both programs are full time and fast paced over 2 academic semesters with alternative tracks.  
Both programs are delivered through lectures, presentations and seminars where students take an active part.  
Both programs provide students with an opportunity to study in France but in English.  
Students will gain a valuable legal knowledge and will join multinational classes.

## AIMS

The master 1 program is opened to law graduates wishing to enter into a legal career in International Business Law.  
The master 2 program is opened to law graduates wishing to enter into a specialized legal career in European & International Trade and Investment Law.

## Master 1 degree | LL.M. in INTERNATIONAL BUSINESS LAW

LL.M. in International Business Law offers four alternative tracks. The master 1 programs are delivered through lectures, presentations and seminars during each semester.

### LYON TRACK

Two semesters in Lyon (from September to May). Successful students will be awarded an LL.M. in International Business Law (French official Master 1 degree).

### LONDON TRACK

Two trimesters in London (September-December & January-March), and one trimester in Lyon (April-September). This second track is jointly provided by UCLy and City University of London. Successful students will be awarded an LL.M. in International Business Law (French official Master 1 degree) and a Master of laws (LL.M.) by City Law School, University of London, United Kingdom.

### MAYNOOTH TRACK

One semester in Lyon (from September to December) and one semester in Ireland, at our partner University, Maynooth University (from January to May). This track is jointly provided by UCLy and Maynooth University in Ireland. Successful students will be awarded an LL.M. in International Business Law (French official Master 1 degree) and a Master of Laws (LL.M.) by Maynooth University.

### CHICAGO TRACK

One semester in Lyon (from September to December) and one semester in the USA, at our partner University, UIC John Marshall Law School in Chicago (from January to May). This track is jointly provided by UCLy and UIC John Marshall Law School. Successful students will be awarded an LL.M. in International Business Law (French official Master 1 degree) and an LL.M. in International Business and Trade Law.



## Master 2 degree | LL.M. in EUROPEAN and INTERNATIONAL TRADE and INVESTMENT LAW

LL.M. in European and International Trade and Investment Law offers three alternative tracks. The program is delivered in English through lectures, presentations and seminars during each semester.

### LYON TRACK

Two semesters in Lyon (from September to May). Successful students will be awarded an LL.M. in European and International Trade and Investment Law (French Official Master 2 degree).

### ST JOHN'S TRACK

One semester in Lyon (from September to December) and one semester in New-York, at our partner University, St John's University in New York (from January to May). At the end of both semesters, successful students will be awarded an LL.M. in European and International Trade and Investment law (French official Master 2 degree) and a Master of Laws (LL.M.) by St John's University.

### ST JOHN'S TRACK - NEW YORK BAR PATHWAY

One semester in Lyon (from September to December) and one semester in New-York, at our partner university, St John's University (from January to May). At the end of both semesters, successful students will be awarded an LL.M. in European and International Trade and Investment law (French official Master 2 degree) and a Master of Laws (LL.M.) by St John's University (New-York).

Students choosing the St John's Track have the opportunity to prepare for the New York Bar exam. Students may decide to stay for another semester at St John's University to prepare for the New York Bar exam after having successfully completed the St John's Track. Dual LL.M. students would have to enroll in at least 12 credits during the autumn semester at St John's University. St John's University would charge a preferential rate for the second semester of coursework.

# Master ESDES/DROIT DIGITAL LAW AND MANAGEMENT

The Faculty of Law at Lyon Catholic University (UCLY) and ESDES Business & Management School of UCLY (ESDES) propose a Master in Digital Law & Data Management entirely taught in English.

As a result of the implementation of the EU Regulation on General Data Protection, companies and public bodies have obligations regarding the processing of personal data and on the free movement of such data in the digital single market. Data Protection Officers are at the forefront of these new obligations. Managers with legal knowledge and awareness in digital law will be key intermediaries for companies and public bodies.



## KEY OBJECTIVES

- Developing an expertise in digital law.
- Assessing risks and dealing with risks connected to data safety for companies businesses.
- Assessing risks and managing issues in relation to the digitalization of companies businesses.
- Responding to the market needs with managers able to deal with issues regarding data protection.
- Assisting companies in implementing their obligations arising out of the EU regulations for data protection.

## HIGHLIGHTS

- Dual skills: Digital Law & Management.
- Partner university diploma : Master of Laws or Erasmus + mobility.
- Dual Diploma : Master diploma from ESDES : « Programme Grande École » & Faculty of Law diploma : Diplôme Universitaire «Digital Law & Management».

## CONDITIONS OF ADMISSION

Applicants are required to have an undergraduate degree in law or business (a French licence, an LL.B. or equivalent). The Admission Committee will examine your background and relevant professional experience if any on a case-by-case basis. The Admission Committee will consider applications with other types of diplomas on a case-by-case basis.

English language requirements: International students should have the appropriate level of English proficiency.

## OPPORTUNITIES

- Data protection consultant.
- DPO: Data Protection Officer.
- Manager with legal skills.
- Project Manager in the Digital Era.
- Manager with an expertise in digital law.

**71%** des managers ont un niveau d'études supérieurs au Bac+3



## Ouverture en septembre 2020



### Licence de Droit

en convention avec l'Université Savoie Mont-Blanc



### Licence de Droit + Bachelor of Civil Law

en convention avec l'Université Savoie Mont-Blanc & en partenariat avec la National University of Ireland Maynooth



### Bachelor Droit et Management

en partenariat avec l'ESDES & la National University of Ireland Maynooth





## RENCONTRE

### Professionnalisation et accompagnement, une mission primordiale

L'une de nos plus importantes missions réside dans l'accompagnement de nos apprenants, qu'ils soient étudiants en formation initiale, en formation continue, stagiaires ou auditeurs. Cet accompagnement porte avant tout sur la pédagogie et l'environnement des études.

J'ai donc tout naturellement commencé ma carrière à la Faculté de droit par une charge d'enseignement en travaux dirigés durant laquelle j'ai accompagné pendant plus de huit ans les étudiants dans la construction de leurs apprentissages fondamentaux et méthodologiques. L'enseignement s'effectuait en petit groupe d'une vingtaine d'apprenants permettant de suivre de très près les progrès de chacun. Puis j'ai eu en charge divers enseignements en cours magistraux où j'ai découvert une relation plus académique et plus formelle avec les étudiants. Si la manière d'enseigner diffère dans un amphithéâtre, nous veillons toujours à ce que nos effectifs restent à taille humaine afin de maintenir une certaine proximité avec nos étudiants. Mais c'est surtout dans l'accompagnement individuel des étudiants que l'UCLy se singularise.

C'est dans le cadre de cet accompagnement au cas par cas que j'ai exercé la fonction de directeur pédagogique en charge de la troisième année de licence en droit public. J'ai eu la chance de découvrir une nouvelle facette de la relation pédagogique. Ma mission consistait à rencontrer chacun des apprenants individuellement pour mieux connaître leurs parcours, les aider à organiser leurs études, les encourager dans leurs succès et les soutenir pour surmonter leurs difficultés. Ce type d'accompagnement fondé sur une relation personnelle avec l'étudiant permet d'appréhender la situation globale de chaque apprenant et de mieux cerner ses attentes face à l'avenir.

**«Ma mission consistait à rencontrer chacun des apprenants individuellement pour mieux connaître leurs parcours, les aider à organiser leurs études, les encourager dans leurs succès et les soutenir pour surmonter leurs difficultés.»**

Cette mise en perspective m'a amené à réfléchir sur la professionnalisation des apprenants, mission dont j'ai aujourd'hui la responsabilité. Les études de droit ouvrent de très nombreuses voies allant de métiers purement juridiques à l'exercice de fonctions supports dans divers organismes (entreprises, associations, institutions, etc.) dont le métier de base n'est pas purement juridique. La richesse des débouchés conduit parfois l'étudiant à se poser assez vaguement la question du choix professionnel, des stages, des métiers. Il se dit qu'il verra plus tard puisque le droit mène à tout ! Pourtant, une fois engagé dans un domaine d'étude comme le droit, la question porte moins sur l'orientation que sur le métier lui-même. S'il reste encore un peu de temps pour se décider, le moment de préciser une voie professionnelle se rapproche à grand pas ! Bien sûr, il ne s'agit pas de donner aux apprenants un métier en sortie de licence mais plutôt à les aider à réfléchir en se projetant l'espace d'un



entretien, le temps d'un stage ou d'un échange, hors de leurs études, dans leur avenir professionnel. Cet « esprit métier » est toujours utile même si l'étudiant souhaite poursuivre ses études. D'autant plus qu'en troisième année de licence la question des masters se pose très concrètement. Cette question implique d'affronter une sélection plus ou moins difficile selon l'objectif souhaité. Or, la meilleure stratégie pour convaincre un recruteur (pour un stage, un master, un emploi) est que l'étudiant montre que ses objectifs sont clairs et motivés. Le droit, présent partout, permet de mêler les compétences. Les objectifs comptent donc plus que les illusions d'un parcours « type ».

**«Il ne s'agit pas de donner aux apprenants un métier en sortie de licence mais plutôt à les aider à réfléchir en se projetant l'espace d'un entretien, le temps d'un stage ou d'un échange, hors de leurs études, dans leur avenir professionnel»**

Mon histoire professionnelle le montre. J'ai commencé ma carrière dans l'automobile comme ingénieur. J'ai travaillé pour des constructeurs et des équipementiers. En 1995, je me suis investi dans le domaine de l'écologie automobile en travaillant essentiellement sur des projets de formation. Je suis devenu consultant ce qui m'a amené à participer à de nombreux projets impliquant des juristes.

Habitué à la rigueur algorithmique et aux mathématiques, je fus d'emblée surpris par le mode de raisonnement juridique. J'ai alors décidé de suivre des études de droit non pour devenir juriste mais plutôt par curiosité intellectuelle. Après une maîtrise de droit privé obtenue à l'université Lyon III, j'ai choisi d'intégrer le master recherche en histoire du droit. Mon objectif était alors de parvenir à comprendre en profondeur les origines et les fondements de la pensée juridique, mon sujet de thèse portait sur la définition de la science du droit à Rome, berceau de la technique juridique. Je n'ai pas pour autant abandonné le droit contemporain et ses applications concrètes bien au contraire.

Passionné et façonné par les sciences et les techniques, j'ai choisi de m'intéresser au numérique et à son impact sur le droit. C'est donc assez naturellement que la Faculté de droit m'a proposé de travailler sur la thématique de l'articulation du droit, du numérique et des nouvelles technologies. Je suis responsable pédagogique d'un diplôme universitaire [DU Juriste Digital] consacré à la protection des données personnelles et qui constitue désormais mon champ de recherche. Il me semble donc évident que le métier de juriste se transforme et que de nouveaux métiers surgissent, de nouvelles articulations hors du droit lui-même. Notre rôle d'enseignant est de préparer le mieux possible nos étudiants à ces mutations en les accompagnant pour qu'ils ne cessent de croire en eux et d'avoir confiance en leur avenir.



Emmanuel DE VAUJANY,  
Directeur développement entreprises et talents





[droit.uclly.fr](http://droit.uclly.fr)



@facededroitucly



@ucllydroit



@uclly



10 Place des archives - 69002 Lyon  
fac.droit @ univ-catholyon.fr  
04.72.32.58.99

**Uclly**  
LYON CATHOLIC  
UNIVERSITY

**FACULTY  
OF LAW**